



Lorraine - Champagne / Ardennes

Association
Régionale
pour l'**E**tude
de l'**H**istoire
de la **S**écurité **S**ociale

13 rue de Bel Air 10120 SAINT GERMAIN
alain.benamou1@gmail.com



CNAHES Grand Est

11 rue d'Auxonne
54000 NANCY

06 73 56 45 08

cnahes.grandest@gmail.com

<http://cnahes.org/>

**Histoire du travail social
et de l'action sociale**

LES PAUVRETÉS HIER, D'AUJOURD'HUI... ET DEMAIN ?

Étienne Thévenin, février 2021

Nous souhaitons que la question de la pauvreté et des pauvretés redevienne centrale dans le débat public et citoyen. Le silence ou la discrétion sur ces sujets peuvent faire le lit de la résignation, du fatalisme, de l'indifférence et donc de l'aggravation des pauvretés. Pour avancer, nous nous appuyons sur les apports de la méthode historique qui permet d'établir les faits mais aussi de les relier et d'essayer de les comprendre. Telle est l'intuition de l'AREHSS (Association Régionale d'Étude de l'Histoire de la Sécurité Sociale Lorraine-Champagne-Ardenne) et du CNAHES (Centre National d'Histoire de l'Éducation Spécialisée) Lorraine qui patronnent le travail de notre groupe, dans lequel se retrouvent des spécialistes de sciences humaines, des professionnels de l'action sociale, des représentants d'institutions, des associations et des personnes en situation de pauvreté.

Certains peuvent en toute liberté, faire le choix de la pauvreté par conviction philosophique ou religieuse, pour vivre l'érémisme. Nous nous intéressons, nous, à la pauvreté non choisie, subie. Celle qui concerne la très grande majorité des personnes vivant une situation de pauvreté.

La pauvreté est aussi vieille que les sociétés humaines. Elle est plus ou moins massive et grave selon les époques mais elle n'a jamais totalement disparu. Elle prend des formes diverses. Il est d'ailleurs plus pertinent de parler des pauvretés que de la pauvreté. L'histoire des pauvretés est une longue histoire. L'étude de cette histoire a intéressé de nombreux chercheurs à la fin du vingtième siècle. Mais dans la France d'aujourd'hui, en histoire contemporaine par exemple, d'autres thématiques sont privilégiées par les financeurs institutionnels ou privés de chaires d'excellence comme par les commissions universitaires chargées de déterminer les projets de recherche à soutenir en priorité. La démarche que nous en engageons n'en est que plus nécessaire.

Les façons de nommer la pauvreté varient et traduisent aussi une évaluation, une appréciation. Il convient de préciser l'emploi de ces termes. Le terme « *paupérisme* » a longtemps été utilisé. Il y a différents degrés dans la pauvreté. *Misère*, *indigence* et *dénuement* traduisent les situations les plus extrêmes. *Précarité*, *marginalité*, *vulnérabilité* et *fragilité* incluent d'autres types de situations. *Exclusion* sous-entend une analyse du mécanisme ayant conduit à la pauvreté et maintenant dans la pauvreté.

Définir la pauvreté n'est pas simple. On dit qu'à l'échelle du monde elle tend à reculer sensiblement depuis une trentaine d'années, en particulier en Asie. La très grande pauvreté concerne encore des centaines de millions de personnes et le sort de nombre d'entre elles ne s'améliore pas, voire s'aggrave.

L'ONU propose des définitions universelles avec des critères quantifiés mais le nombre des personnes considérées aujourd'hui comme pauvres dans un pays comme la France (où deux personnes en moyenne meurent chaque jour dans la rue dans le dénuement absolu) dépasse le nombre de personnes qui correspondent aux critères définis par l'ONU. Spontanément la pauvreté est opposée à la richesse, ce qui permet de dénoncer les inégalités.

On peut être riche en biens matériels de toutes sortes, mener une vie confortable. Cela peut faciliter l'accès à l'éducation scolaire et au savoir, à la culture savante, aux structures de pouvoir, à l'intégration sociale et à une sociabilité large et riche. Mais ce n'est pas toujours le cas. On peut jouir d'une immense fortune et se trouver isolé par la maladie ou les ruptures familiales. A l'inverse on peut disposer de faibles revenus et s'appuyer sur une famille unie et des réseaux de solidarité sûrs.

Il est peut-être plus pertinent d'opposer la pauvreté et ce que la société considère comme la « normalité » avec tous les présupposés que cela comporte. Le manque de ressource financière, l'absence de logement ou un logement insalubre, le handicap ou une mauvaise santé, le manque d'hygiène ou l'apparence vestimentaire négligée, le manque d'instruction ou d'éducation, l'orthographe et la syntaxe très défectueuses, l'absence d'activité socialement reconnue, la mobilité limitée, la difficulté d'accès aux médias et aux nouvelles technologies, la dépendance aux addictions, l'isolement familial, culturel et social, la vulnérabilité aux harcèlements et aux violences proches ou extérieures, l'exposition aux pollutions graves, les comportements sociaux déviants ou inadaptés aux codes établis, l'impossibilité d'avoir une estime de soi et d'envisager un avenir meilleur ou de construire des projets sont autant de façons de vivre une situation de pauvreté, une situation différente de celle que connaissent la majorité des personnes qui composent la société dans laquelle on est amené à vivre. La pauvreté est alors vécue comme une forme d'exclusion, une exclusion dont il est difficile de sortir car les difficultés le plus souvent se cumulent et, derrière les discours humanistes et universalistes des responsables politiques, institutionnels et des médias parfois prompts à se mobiliser pour des causes ponctuelles, les réflexes de méfiance et de protection vis-à-vis des personnes en difficulté prennent souvent le dessus chez la plupart des personnes « correctement intégrées » dans la société globale. Elles craignent, plus ou moins consciemment, en s'intéressant à ce que vivent les personnes en difficulté, d'être à leur tour entraînées dans la précarité et de sortir de la « norme », érigée en référence sociale et quasiment morale.

La famine et la disette, la guerre et les persécutions, les épidémies ont longtemps provoqué des pauvretés de masse dans l'Europe des siècles passés. Elles continuent à les causer dans certaines parties du monde. Pendant les trente glorieuses, et plus particulièrement durant les années soixante et le début des années soixante-dix, dans les sociétés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, avec les progrès technologiques et la hausse des productions permettant en théorie de produire plus qu'il ne fallait pour répondre aux besoins matériels de chacun, avec aussi une paix durable et la mise en place de systèmes de sécurité sociale ou d'état providence, l'espoir est né que la pauvreté allait progressivement disparaître. Certes René Lenoir alertait sur la situation des « exclus » dans la France de 1970, qui concernait un habitant sur dix selon lui. Certes le Père Joseph Wresinski et l'association ATD Quart Monde expliquaient comment, dans certaines familles, les situations de misère et de grande pauvreté se transmettent de génération en génération. Depuis, la pauvreté s'étend à nouveau.

Le chômage de masse lié aux mutations technologiques et à la mondialisation et la financiarisation de l'économie, la précarisation des contrats de travail et la difficulté d'accès des jeunes au premier emploi, y sont pour beaucoup. Mais la création d'emplois, quoiqu'indispensable pour combattre la pauvreté, ne règle pas tout. Il y a des travailleurs pauvres. Les millions d'emplois créés dans les années quatre-vingts aux États-Unis ont été accompagnés d'une augmentation du nombre des pauvres car beaucoup de personnes aux revenus faibles ont alors connu des ruptures familiales (tensions avec les parents, divorces, situations de monoparentalité) qui les ont précipités dans la pauvreté.

Les causes de la pauvreté sont le plus souvent plurielles. Il n'y a pas une mais des situations de pauvreté qu'il s'agisse d'hier ou d'aujourd'hui. Il y a des pauvretés visibles de tous, celles des mendiants et des SDF et il y a des pauvretés cachées, celles de ceux qui n'osent même plus sortir de leur logement, et qui parfois meurent seuls sans que les voisins s'en aperçoivent. Il y a la pauvreté des villes, très présente dans certains quartiers de banlieue, celle du prolétariat ou des immigrés ou des chômeurs de longue durée, avec aujourd'hui une prise de conscience des problèmes spécifiques rencontrés par les jeunes femmes. Il y a aussi la pauvreté silencieuse et longtemps oubliée des campagnes, dans les villages de plus en plus désertés par les commerces et les services publics. Il y a la pauvreté des personnes mobiles, gens du voyage, SDF, vagabonds, réfugiés. Certaines personnes ou familles sont devenues « asociales ». Et il ne faut pas oublier la pauvreté des personnes emprisonnées ou parquées pour des raisons très diverses, des anciens camps de harkis aux réfugiés, climatiques ou autres, arrivés en Europe dans des conditions souvent dramatiques. Chaque situation exige une approche particulière. De même les grands défis de notre temps ne peuvent pas être relevés par nos démocraties si l'on ne prend pas en compte leur dimension et leurs causes sociales, qu'il s'agisse de la crise environnementale ou des menaces terroristes.

Si certains naissent pauvres et meurent pauvres, on parle de deux millions d'enfants vivant dans la pauvreté dans la France d'aujourd'hui, soit près d'un enfant sur cinq, on peut devenir pauvre à tout âge de la vie. Le déclassement social peut prendre des formes diverses et, comme pour le handicap, nul n'en est à l'abri. Une perte brutale d'emploi ou de revenu, un client ou un locataire défaillant, un accident de santé, un handicap, un décès ou une rupture familiale, un placement hasardeux, une déconvenue immobilière, une addiction dévorante et la dépendance vis-à-vis de « dealers » peuvent entraîner une dégringolade sociale rapide et souvent inattendue. Il sera important d'examiner ces processus. Chacun est donc potentiellement concerné par la question de la pauvreté.

Certaines catégories sont confrontées de nos jours à des situations de plus en plus délicates et avec des perspectives immédiates souvent bien compromises. On a parlé des familles monoparentales mais quantité d'étudiants comme de jeunes en recherche d'emploi (dont un nombre grandissant sont diplômés) ou affectés à des emplois précaires et mal rémunérés sont confrontés à la précarité et à la pauvreté et sans perspective d'avenir encourageante. Comment peuvent-ils même envisager de fonder une famille, de cotiser pour leur retraite ? Que peut représenter pour eux le lien social, le pacte social ?

Comment agir ? Il nous faudra retracer les différentes étapes de la lutte contre la pauvreté, en particulier au cours des deux cent cinquante dernières années. Les solidarités familiales, intergénérationnelles et les solidarités de proximité, entre amis et voisins, sont souvent essentielles. Organisations caritatives et humanitaires, d'inspiration confessionnelles ou laïques, multiplient les initiatives, dans l'urgence comme dans la durée, et livreront leur expérience et leur regard.

Il s'agit pour elles, à terme, non pas d'assister mais de construire avec les personnes concernées (et jamais sans elles) un projet de vie. Municipalités et collectivités territoriales agissent également depuis plusieurs générations. On peut d'ailleurs déplorer que, trop souvent, les relations entre les différents intervenants soient empreintes de défiance. Aucun intervenant ne peut prétendre résoudre à lui seul l'ensemble des problèmes, quelle que soit sa présence avec les personnes en situation de pauvreté. Les systèmes de Sécurité sociale ont dû s'adapter. L'heure n'étant plus au plein emploi il a fallu envisager des approches nouvelles, comme avec la mise en place de la CMU ou du RSA devenus indispensables mais qui ne permettent de régler qu'une partie des problèmes rencontrés par les personnes concernées. L'état, dans la seconde moitié du vingtième siècle s'est davantage impliqué, dans l'esprit insufflé en France par le Conseil National de la Résistance. Au sortir de la seconde guerre mondiale les sociétés d'Europe occidentale font le pari de la solidarité sociale avec la mise en place de puissants systèmes de Sécurité sociale. Le pari d'une plus grande solidarité sociale a précédé la grande croissance économique des Trente Glorieuses, il n'en est pas la conséquence, comme cela avait déjà été le cas dans l'Allemagne de Bismarck de la fin du dix-neuvième siècle qui mettait en place un puissant système de sécurité sociale. Toutefois, on a pu constater, en Europe au début du vingt-et-unième siècle, que des partis conservateurs ou sociaux-démocrates exerçant des responsabilités gouvernementales, gagnés aux idées libérales, se préoccupaient désormais davantage de questions sociétales que sociales, ce qui fut suivi de la désaffection d'une large partie de leur électorat traditionnel, souvent tenté par l'abstention. L'Europe sociale, souvent invoquée lors des élections, reste quant à elle encore largement à construire. La mondialisation financière et les traités de libre échange favorisent des concurrences économiques aux conséquences sociales lourdes pour les plus fragiles et face auxquelles les états semblent impuissants. Les situations de guerre ou de tension politique, les revenus insuffisants et les changements climatiques et environnementaux entraînent en Afrique comme en Asie et en Amérique latine des déplacements de population importants qui bousculent les sociétés occidentales. La paupérisation de certaines sociétés d'Afrique ou du Moyen Orient ou leur déstabilisation pour cause de guerre ou de conflit interne ont ainsi des conséquences presque immédiates en Europe occidentale. Pour comprendre les réalités d'aujourd'hui il faut combiner plusieurs échelles, plusieurs niveaux d'analyse, du microlocal au mondial-global.

Le décalage entre les discours officiels imprégnés de grands principes universalistes et généreux (liberté, égalité, fraternité... Droits de l'homme...) et le résultat des mesures effectivement prises face aux situations de pauvreté crée un malaise de plus en plus visible en Europe. La constitution française proclame le droit de chaque citoyen au travail et à l'emploi. Pourtant le chômage de masse est une réalité depuis quarante-cinq ans. Les droits proclamés ne sont pas des droits effectifs. Certains, qui se croient pragmatiques, pensent même que c'est en se souciant d'abord des plus favorisés qu'ils faciliteront une création de richesse rapide qui à terme pourrait profiter aux pauvres. Ils oublient que c'est souvent en se préoccupant d'abord des soucis quotidiens des plus pauvres que la société a connu des avancées majeures qui ont profité à tous. L'action engagée pour combattre la surmortalité infantile et maternelle chez les plus pauvres dans la Meurthe-et-Moselle du début du vingtième siècle a été à l'origine de politiques de protection maternelle et infantile étendues à l'ensemble de la société en France et dans le monde qui ont permis une baisse sensible de la mortalité des mères et des jeunes enfants, et ce quel que soit le milieu social. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres.

La mise en place de congés payés a permis l'essor d'un secteur d'activité économique, le tourisme de masse, et l'enrichissement de régions jusqu'alors déshéritées, en montagne ou en bord de mer. Jugées irréalistes au départ, les utopies créatrices construisent une civilisation et des réalités nouvelles. Le discours politique, imprégné d'approches gestionnaires, n'est-il pas en panne d'utopies créatrices ?

Mais les responsables politiques sont-ils seuls en cause ? Quelle est l'image des pauvres de nos sociétés ? Au Moyen Age, sous l'influence du christianisme et de François d'Assise et des ordres mendiants, le pauvre fut longtemps perçu positivement, comme étant l'image du Christ souffrant sur la terre. Avec les temps modernes, l'éthique protestante selon Max Weber (mais il faut nuancer) et l'avènement des structures de l'état moderne et des nouvelles formes d'encadrement voire d'enfermement des populations, le pauvre a été de plus en plus perçu comme un oisif, un imprévoyant ou une menace pour la société dont il fallait se protéger ou qu'il fallait corriger pour qu'il sorte de cette pauvreté dont on le tenait au moins en partie responsable. Et aujourd'hui ? Il sera intéressant d'examiner les idées reçues sur les pauvres et la pauvreté, idées reçues parfois bien ancrées dans les esprits mais qui ne résistent pas à une analyse approfondie des situations. Certains mettent en avant des allocations abusivement perçues par certaines personnes mais oublient le nombre plus élevé encore de personnes pauvres qui ne sollicitent pas les aides auxquelles elles ont droit. En Meurthe-et-Moselle entre quinze et vingt pour cent des personnes qui peuvent prétendre au RSA ne le demandent pas. Demander est souvent pour elles une démarche humiliante, une souffrance supplémentaire. Il en va de même pour la plupart des aides sociales. La complexité de certaines procédures et la nécessité d'une bonne connexion à internet en découragent plus d'un. Par ailleurs les personnes pauvres sont souvent davantage que les autres victimes d'actes de délinquance. Les pouvoirs publics et les acteurs sociaux ne sont pourtant pas indifférents à la solidarité. Quarante pour cent environ de la richesse nationale est consacré à des dépenses de solidarité au sens le plus large et certains se désolent que les résultats de ces efforts ne soient pas plus probants. Jusqu'où la société est-elle prête à aller pour combattre la pauvreté ? Certains sont prêts à aider une catégorie de pauvres, « leurs » pauvres, oubliant plus ou moins consciemment les autres formes de pauvreté. Constatant que, malgré l'appui du Président de la République, il n'avait pas pu améliorer comme il le souhaitait les conditions de vie carcérale, Robert Badinter remarquait que la société ne pouvait admettre que la vie du prisonnier le mieux traité soit plus confortable que celle de la personne non incarcérée la plus défavorisée. A l'heure des travailleurs pauvres et des personnes sans domicile fixe, l'aide aux chômeurs et aux migrants suscite des débats passionnés.

Il s'agit aussi d'écouter la parole des personnes en situation de pauvreté. Elles sont la plupart du temps absentes des assemblées, des lieux de pouvoir, des grands médias, des manifestations et des lieux de négociation. La tentation de parler à la place des pauvres est très répandue. Des associations travaillent depuis longtemps à recueillir la parole de ces personnes. Elles peuvent alors exprimer ce que n'indique aucune statistique, aucun rapport officiel, à savoir leur ressenti, leur vécu, leur perception du regard des autres sur elles. La stigmatisation est une réalité douloureuse, qui peut être intériorisée ou au contraire susciter la colère et la révolte. Ces personnes peuvent partager leur expérience, leur expertise. A côté des réalités objectives il y a les réalités ressenties et vécues... Et des réalités à contextualiser. La pauvreté est plus douloureusement ressentie quand les inégalités augmentent. De 1830 au début des années 1980 les inégalités sociales ont eu tendance à se réduire en Europe occidentale.

Depuis plus d'une trentaine d'années, avec les considérables gains de productivité permis par les mutations technologiques, les productions ont considérablement augmenté et l'argent en circulation également mais les inégalités se sont à nouveau creusées et les perspectives de promotion sociale d'une large partie de la classe moyenne se sont éloignées. Le pacte social s'en trouve remis en cause. Le sentiment de pauvreté ou de risque de pauvreté gagne dans une société aux règles officielles et officieuses de plus en plus nombreuses et complexes. Tenter d'éradiquer la très grande pauvreté est nécessaire mais, dans ce contexte, ne suffira pas pour recréer la confiance du plus grand nombre dans les valeurs proclamées par les responsables politiques et les institutions. La déchirure du lien social n'est pas loin.

La pauvreté est devenue une réalité durable qui touche des millions de personnes et menace de s'étendre si rien n'est fait. Un nombre grandissant de personnes aspire à une authentique sécurité sociale qui leur paraît de plus en plus hypothétique et lointaine. Cette authentique sécurité sociale suppose un revenu minimal garanti permettant de faire face aux dépenses de première nécessité et qui ne nécessite pas de longues formalités, un logement avec accès à l'eau, l'électricité et le chauffage, une alimentation équilibrée, une protection face aux risques de maladie comme face aux risques d'agression, des possibilités de mobilité effectives et des perspectives de projet personnel et d'insertion sociale. Ce projet est-il une priorité ? Peut-il le devenir et comment ? Quelles personnes sont-elles susceptibles de le concrétiser sur le terrain ? Avec quels moyens ? L'efficacité véritable suppose une action qui s'inscrit dans la durée. Est-il possible de prévenir certaines formes de déclassement social en repérant certaines catégories de personnes particulièrement vulnérables ? Comment s'adapter aux différentes formes de pauvretés ? Comment y faire face ? De la réponse à ces questions dépend l'avenir de notre cohésion sociale et, plus largement, de notre pacte social.

Orientation bibliographique

ATD-QUART MONDE, *Démocratie et pauvreté. Du quatrième ordre au Quart-Monde* (actes d'un colloque international tenu à Caen), éditions Quart-Monde et Albin Michel, 1991.

ATD-QUART MONDE, *En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté*, éditions de l'Atelier, 2016.

BAUDIN François, *Histoire économique et sociale de la Lorraine*, Presses Universitaires de Nancy, 3 tomes, 1993-1997.

BERTAUX Roger, *Pauvres et marginaux dans la société française*, Presses Universitaires de Nancy, 1994.

BICHOT Jacques, *Les politiques sociales en France au XXème siècle*, Armand Colin, 1997

BRODIEZ-DOLINO Axelle, *Combattre la pauvreté. Vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours*, CNRS éditions, 2013.

CASTEL Robert, *L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?*, éditions du Seuil, 2003.

GEREMEK Bronislaw, *La potence et la pitié. L'Europe des pauvres du Moyen Age à nos jours*, Gallimard, 1987.

GUESLIN André, *Gens pauvres, pauvres gens dans la France du XIXème siècle*, Paris, Aubier, 1998.

GUESLIN André, *Les gens de rien. Histoire de la grande pauvreté dans la France du XXème siècle*, Paris, Fayard, 2004.

GUESLIN André, *D'ailleurs et de nulle part. Mendiants, vagabonds, clochards, SDF en France depuis le Moyen Age*, Paris, Fayard, 2013.

HATZFELD Henri, *Du paupérisme à la Sécurité sociale, 1850-1940*, Presses Universitaires de Nancy, 1989.

HIRSCH Martin, *La pauvreté en héritage. Deux millions d'enfants pauvres en France*, Robert Laffont, 2006.

NOIRIEL Gérard, Longwy, *Immigrés et prolétaires (1880-1980)*, Paris, Presses universitaires de France, 1984.

NOIRIEL Gérard, *Gens d'ici venus d'ailleurs. La France de l'immigration de 1900 à nos jours*, Paris, Éditions du Chêne, 2004.

PAUGAM Serge(sous la dir. de), *L'exclusion, l'état des savoirs* Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1996.

PAUGAM Serge, *La société française et ses pauvres*, Presses Universitaires de France, 2002

THÉVENIN Etienne, *Ces famines qui ont bouleversé notre monde, du milieu du dix-neuvième siècle à nos jours*, éditions CLD, 2008.

THÉVENIN Etienne, *Survivre ou vivre ? Santé et société en Europe de la fin du dix-huitième siècle à nos jours*, éditions Kairos, 2017.

Vivre en dignité au XXIème siècle. Pauvreté et inégalité dans les sociétés de droits humains : le paradoxe des démocraties, Conseil de l'Europe, juin 2013